



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service interministériel
d'animation des politiques publiques
Pôle environnement et transition énergétique*

ARRÊTÉ N ° 41-2018-10-01-003

portant mise en demeure à l'encontre de la société Dépôts Electrolytiques et Chimiques (DEC) à Cormenon, exploitant des installations de traitement de surfaces de métaux.

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005.276.10 délivré le 3 octobre 2005 à la société Dépôts Electrolytiques et Chimiques pour l'exploitation d'installations de traitements de surfaces de métaux sur le territoire de la commune de Cormenon, sis Chemin des Roses, concernent notamment la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu les articles 3.1.5.1., 3.1.6.3.1, 3.1.7.1.1, 3.2.3.2 et 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 13 septembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le rejet des eaux en provenance de l'osmoseur, directement dans le milieu naturel n'est pas autorisé,
- les alarmes en point bas des rétentions des chaînes des ateliers de traitement de surface ne sont pas renvoyées au local de gardiennage,
- les valeurs limites d'émission des rejets aqueux ne sont pas respectées sur certains paramètres réglementés,
- l'exploitant ne dispose pas quotidiennement du débit de la Grenne pour moduler le débit de son rejet d'eaux industrielles en fonction de celui de la Grenne,
- l'exploitant n'a pas entretenu (maintenu en bon état) le piézomètre n°1,
- les rejets atmosphériques canalisés des installations d'application de peinture (conduit n°2) dépassent la valeur limite d'émission pour le paramètre COV non méthanique pour les années 2016 et 2017,

- des produits liquides incompatibles sont situés dans une même zone d'entreposage conduisant à une même zone de rétention ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.1.5.1., 3.1.6.3.1, 3.1.7.1.1, 3.2.3.2 et 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et à celles de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Dépôts Electrolytiques et Chimiques de respecter les prescriptions dispositions des articles 3.1.5.1., 3.1.6.3.1, 3.1.7.1.1, 3.2.3.2 et 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et à celles de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1 – La société Dépôts Electrolytiques et Chimiques, exploitant des installations de traitement de surfaces de métaux, sise Chemin des Roses sur la commune de Cormenon, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes.

- dans un **délai de 8 jours** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.1.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. » ;

- dans un **délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« L'exploitant devra donc disposer quotidiennement du débit de la Grenne qu'il aura obtenu des services en charge de la station hydrométrique amont la plus proche du site de la société DEC ou mesuré au droit du site par des méthodes normalisées en vigueur. » ;

- dans un **délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 11 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003

« Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau. » ;

Article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« Les capacités de rétention sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. L'alarme est renvoyée au local de gardiennage. » ;

- dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieurs ou égaux aux valeurs prévues dans le tableau qui suit. » ;

Installations concernées (rejets canalisés) Débit des gaz (m ³ /h)	Paramètres	Valeurs limites en mg/Nm ³
Installations d'application et de cuisson des peintures	COV non méthanique exprimés en carbone total (consommation de solvants comprise entre 5 et 15 tonnes/ans	100 pour les rejets canalisés Flux annuel des émissions diffuse <25 %

- dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3.1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit » [en référence aux tableaux de l'article 3.1.5.1.]

Article 3.1.6.3.1. de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » [en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1.]

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société Dépôts Electrolytiques et Chimiques par envoi postal avec accusé de réception et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de Loir-et-Cher.

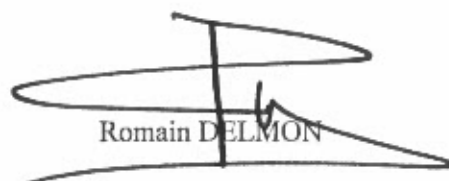
Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Cormenon,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher, le Maire de Cormenon et le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **1 OCT. 2018**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Romain DELMON

